

13 novembre 1949

Un problème brûlant, de morale et d'intérêt trouble la conscience de tout français responsable: Il sait que la coopération et la réconciliation franco-allemande sont indispensables et pour l'avenir de la civilisation européenne et de la France tout particulièrement. Il sent aussi les dangers de ce pas décisif.

La France affaiblie, plus encore par la politique que par la guerre, où l'esprit d'entreprise s'affaiblit, ne pèsera pas lourd devant la renaissance germanique. L'Allemand redressé deviendra l'arrogant dominateur qu'il fut; dans un temps indéterminé, mais certain, la marée soviétique refluera, la France, de nouveau sera seule dans le redoutable tête-à-tête.

Mais il faut choisir. L'Allemagne renaîtra avec ou contre nous. Qu'on se souvienne des occasions manquées en 1911 contre la politique Caillaux, en 1922 contre les offres du président Bruning. Manquer l'occasion offerte par Adenauer serait assumer une responsabilité grave. Ce qu'on ne voit pas assez, c'est que la situation a totalement changé. L'Angleterre n'a plus sur le continent assez de puissance pour jouer son rôle de division, encore moins le rôle de garantie de l'équilibre qu'elle a si mal assumé déjà.

Force est à l'Angleterre de s'intégrer bon gré mal gré dans une union continentale ou de se fondre dans l'union nord-américaine. De leur côté, les Etats-Unis ne pouvant compter que sur eux-mêmes, prendront des précautions dont ils n'avaient pas à se préoccuper en 14 et en 39, tant pour préserver leur sécurité que leur expansion économique. Ils savent que l'Allemagne est en définitive le plus redoutable obstacle à une hégémonie mondiale qu'ils seront obligés d'assumer pour maintenir leur prospérité.

Les négociations.

M. Acheson s'était rendu à Paris de mauvaise grâce, pressé par Bevin alarmé d'un tête à tête Franco-allemand surveillé et encouragé par Washington. En fait, les négociations n'ont pas mal tourné. Acheson s'est rendu en Allemagne et a mis au point avec Adenauer, les garanties durables que le Reich peut offrir. Celles-ci sont trois.

D'abord: 1° la reconnaissance de l'autorité de la Ruhr, à laquelle l'Allemagne participera. Elle renoncera ainsi définitivement à disposer seule de ce formidable arsenal; 2° Elle coopérera avec le conseil de sécurité militaire; 3° Elle s'associera au comité de décartellisation

En contre-partie on cessera de poursuivre les démontages d'usines si impopulaires. Les Allemands entreront dans le conseil de l'Europe et plus tard dans l'union dite «Fritalux» si elle se constitue; également dans toutes les organisations internationales. Ils auront en outre, un commencement de représentation diplomatique sous forme d'attachés commerciaux et de consuls. Tout cela en attendant le traité de paix. Les Allemands ne sont pas pressés de recouvrer une liberté totale et demandent eux-mêmes le maintien de l'occupation américaine qui les garantit de l'invasion soviétique.

Arrière-plan politique.

Dans ces questions internationales il y a un arrière-plan politique et idéologique, l'opposition aux projets Adenauer est venue des socialistes. Schumacher, en accord avec Londres, voudrait substituer aux négociations Franco-allemandes une socialisation de toute l'industrie lourde européenne, Ruhr comprise; les Travailleurs anglais ayant nationalisé la leur, prendraient ainsi sous leur contrôle le nerf de l'économie européenne. Schumacher lutte en même temps contre l'indépendance sarroise et l'intégration de ce territoire industriel dans l'économie française; également contre la pénétration de capitaux Français et Américains dans les entreprises germaniques; fusion d'intérêts qui cimentera la coopération économique.

Il est significatif cependant que Londres se soit montré conciliant en consentant à la reprise des constructions navales allemandes dans certaines limites. D'autre part Schumacher a baissé le ton car il sait que les masses dans son pays, souhaitent une coopération franco-allemande. Elles sentent ce qu'un duel de quatre-vingts ans leur a coûté. Le nationalisme n'est plus de mise. Les exigences de l'économie moderne l'excluent. L'Allemand sait aussi qu'un régime d'économie libérale laisse intacte sa capacité de concurrence sur les marchés mondiaux tandis qu'une nationalisation générale le mettrait au pas de voisins moins industriels. Il sait encore que seule la volonté des Etats-Unis compte pour son relèvement puis qu'ils disposent et de la force et les crédits.

Les Elections aux Etats-Unis.

Autre aspect de la lutte politique: une importante élection vient d'avoir lieu à New-York pour les postes de sénateur de l'Etat et de maire de la ville. Les partisans du président Truman et de ce qu'on appelle le Welfare state, l'ont emporté sur les tenants républicains du libéralisme intégral.

Il serait faux d'interpréter le succès de Lehman et de O'Dwyer comme celui de l'étatisme. De même que le succès des grévistes qui ont obtenu des dirigeants de l'acier qu'ils pourvoient seuls aux assurances et aux retraites de leurs employés. Ces résultats ne signifient pas que les travailleurs américains veulent que l'Etat leur assure soins médicaux et retraites. C'est aux patrons de le faire. Ils entendent — et tout homme raisonnable est là-dessus d'accord — que les ouvriers, à mesure que se développe la richesse que leur labeur a créé, bénéficient d'une sécurité plus grande et d'une plus large part des profits industriels.

Mais aux Etats-Unis on ne souhaite pas de confier à l'Etat c'est à dire aux politiciens, les pouvoirs économiques, ce qui serait le véritable résultat pratique de ce qu'on nomme socialisme. On est hostile à toute concentration de pouvoir surtout aux mains d'une administration tyrannique, maladroite et coûteuse. Il n'est pas sûr cependant que ce ne soit pas là le premier pas vers une restriction de l'initiative privée au profit du pouvoir politique. A cet égard, les élections anglaises de l'an prochain, dont l'enjeu est énorme pour l'avenir de la société en général, nous montreront quelle des deux tendances est la plus forte dans le monde occidental.

CRITON.